

PRINTEMPS 2012

François BAYROU et ses soutiens ont rendez-vous avec la BRETAGNE RÉUNIE

Aujourd'hui, notre économie, nos emplois et notre niveau de vie sont gravement menacés par la crise et la compétition mondiale. Face à ces menaces, nos concitoyens sont partagés. Certains expriment leur désillusion vis-à-vis de la politique. D'autres attendent des candidats aux élections, un cap pour redresser le pays et retrouver la croissance, et des projets de réformes responsables, solidaires et ambitieux.

Depuis les lois Mauroy-Deferre (1982), **la décentralisation a joué un rôle essentiel dans la modernisation du pays.**

Mais, parce que les différents niveaux de collectivités locales créent de la complexité et de la confusion—qui fait quoi et comment ?-, et que la progression continue de la fiscalité suscite du mécontentement, le jugement des Français sur cette réforme est partagé.

Du coup aujourd'hui, elle n'apparaît plus pour la majorité, comme une priorité d'avenir.

Elle peut pourtant apporter encore beaucoup de dynamisme et de développement à travers le pays...

Le récent débat sur « la réforme territoriale » n'a pas créé de consensus sur tous les sujets, loin de là ! Cependant, à l'heure de l'Union européenne et de la mondialisation, il a montré la nécessité de **renforcer, en priorité, le rôle des régions** qui sont bien les collectivités de l'avenir par leurs compétences et par le fait qu'elles sont au « bon niveau » pour agir en faveur de l'aménagement du territoire, entre agglomérations et campagnes.

Il a aussi rappelé plusieurs exigences : amplifier la participation des habitants à la vie de leurs collectivités, continuer la lutte contre les gaspillages, corriger les « incohérences des découpages régionaux » constatés ça et là...

Car, en effet, des incohérences régionales et de la confusion ... il y en a !

En particulier dans le quart Nord-Ouest du pays, avec la division de la Normandie en deux petites régions faibles, et la division de la Bretagne, avec le maintien de Nantes et de la Loire-Atlantique dans la région artificielle des

« Pays de la Loire », créée en 1941 sous le régime de Vichy, confirmée par les technocraties des IVème et Vème Républiques et imposée depuis aux élus et aux citoyens.

Incohérences qui sont devenues de plus en plus évidentes, ces 30 dernières années, au fil de l'évolution du quart Nord-Ouest :

- **la Bretagne** a vu son image et sa réalité progresser de façon remarquable (dynamisme économique, potentiel maritime, rayonnement culturel et linguistique...), malgré sa séparation de son agglomération et de son département (Nantes et le 44) les plus peuplés et les plus riches, dont l'appartenance bretonne datant du Xème siècle, est réaffirmée en permanence, notamment par tous les guides touristiques !

- **la Normandie** a commencé à préparer officiellement sa Réunification.

- **le Val de Loire**, reconnu en 2000 « Patrimoine mondial par l'UNESCO » se structure, à présent, autour de « petits territoires » (Anjou, Touraine, Blésois, Orléanais...). La région « Centre » qui couvre les 2/3 de ce territoire, ainsi que le Berry (36 et 18) et l'Eure-et-Loir(28), pourrait légitimement, au regard de ses dimensions culturelle, économique et environnementale, se renommer « Val de Loire/Berry » et intégrer demain l'Anjou/Maine et Loire (49), et peut-être le Maine (Mayenne 53 et Sarthe 72).

- **Poitou-Charentes** a tiré progressivement son épingle du jeu, mais aurait intérêt à retrouver la Vendée(85), son territoire historique du « Bas-Poitou » pour, dans un souci de développement plus dynamique et plus cohérent, doubler sa façade maritime.

Aujourd'hui, il est venu le temps de prendre en compte ces évolutions en réformant l'actuel découpage régional du Nord-Ouest.

En effet, il n'est pas raisonnable de maintenir coûte que coûte, au mépris du bon sens et de l'économie des ressources publiques, les «Pays de la Loire», une région administrative patchwork, sans identité et sans cohésion.

Il est idiot de vouloir remplacer, par « snobisme technocratique » et par méconnaissance de la

Bretagne, l'identité bretonne de Nantes et de la Loire-Atlantique, par une identité « ligérienne » factice (les ligériens ...ce sont les habitants de la Loire 42 et de la Haute-Loire 43 !), ou par une identité « Grand-Ouest » aux contours imprécis, changeants. Il en est de même pour la Vendée où l'identité vendéenne/poitevine a évidemment beaucoup plus de sens que « l'identité ligérienne » également imposée à grands frais. Il est injuste et contre-productif que le maintien de la région « Pays de la Loire » et la confusion que cela crée, empêche la région « Centre » de se rebaptiser « Val de Loire », alors qu'elle y aurait tout intérêt vu la notoriété mondiale et l'attractivité de cette appellation.

Naturellement, nous avons conscience que les élus (de gauche, du centre et de droite), les élites et les administrations de la région des « Pays de la Loire » auront des difficultés à accepter l'effacement progressif d'une structure dans laquelle ils se sont engagés, le plus souvent avec ambition et détermination.

Pour autant, nous sommes convaincus, qu'à terme, **une large majorité d'entre eux**, soucieuse de l'intérêt général, attachée à la gestion rationnelle des deniers publics et portée par des convictions authentiquement « girondines » en faveur d'une décentralisation enracinée et forte, **finira par reconnaître le bien-fondé de cette recomposition du Nord-Ouest en quatre régions.**

Ils considéreront certainement alors, comme nous, que les « **coopérations interrégionales techniques** » (par exemple, entre Bretagne administrative, Pays de la Loire et Basse-Normandie ...) ne sauraient, même si leur principe devra être maintenu à l'avenir, se substituer à la nécessaire « refondation » régionale du Nord-Ouest.

Face à nous, resteront alors, **les centralisateurs jacobins** qui s'entêteront à défendre le statu quo d'une région administrative artificielle et tenteront de « verrouiller » le découpage régional existant, afin de **conserver leurs actuels pouvoirs politiques** et administratifs.

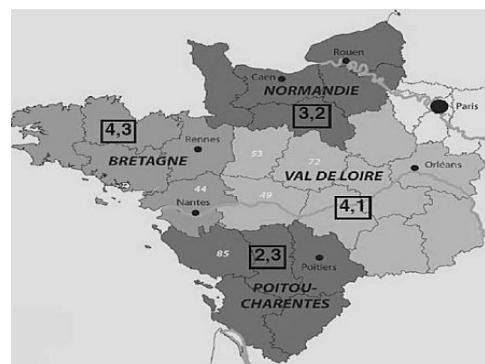
POUR UNE BRETAGNE REUNIE, DANS UN NORD OUEST PLUS COHERENT ET PLUS ATTRACTIF

Aujourd'hui, pour nous comme pour la grande majorité des Bretons, il est venu le temps « **d'arrêter le gâchis** » et de « **remettre les choses à l'endroit** », une bonne fois pour toutes, en **repositionnant nos régions dans le cadre d'une vraie dimension européenne.**

Pour le Nord-Ouest, la solution qui respecte à la fois la dimension humaine, les identités, les cultures et la forte potentialité économique, c'est la simplification et la réorganisation en quatre régions :

- **Bretagne Réunifiée = 22+29+35+44+56**
- **Normandie (Réunifiée)**
- **Val-de-Loire /Berry**
- **Poitou / Charentes**

= millions d'habitants en 2010



Carte du Nord-Ouest à venir

Ces dernières années, de très nombreuses initiatives en faveur de la réunification bretonne.

Ce furent d'abord le Conseil Régional de Bretagne, sous les présidences de Josselin de Rohan (RPR/UMP) puis de Jean-Yves Le Drian (PS), le Conseil Général de Loire-Atlantique, sous les présidences d'André Trillard (RPR/UMP), puis de Patrick Mareschal (PS) et, récemment, le Conseil Général du Morbihan, sous la présidence de François Goulard (UMP), qui délibérèrent pour que soient engagées les procédures administratives pour la réunification de la Bretagne. Ces délibérations furent votées à la quasi-unanimité, l'UDB (Union Démocratique Bretonne) et l'UDF (Union pour la Démocratie Française) puis le MODEM (Mouvement Démocrate), en étant co-initiateurs.

Ce fut Nicolas Sarkozy, Président de la République, qui, lors du congrès des maires de novembre 2008, posa clairement les questions du retour de Nantes et de la Loire-Atlantique en région Bretagne et de la réunification de la Normandie.

Ce fut durant l'hiver 2008-2009, le rapport Balladur qui proposa le retour de Nantes et de la Loire-Atlantique en région Bretagne, et le statut de métropole à l'agglomération nantaise, et sous certaines conditions, à l'agglomération rennaise. Le statut de Nantes pouvant être élargi au rôle de métropole coordinatrice interrégionale du futur Nord-Ouest.

Ce furent de nombreux conseils municipaux des 5 départements bretons qui, en 2001 puis en 2009-2010, approuvèrent une délibération

demandant la réunification, et plus de 5000 élus qui signèrent la Charte de la Réunification proposée par Bretagne Réunie.

Ce furent enfin plusieurs initiatives parlementaires. La plus récente, en décembre dernier, fut portée par les députés Marc Le Fur (UMP 22) et François de Rugy (Europe Écologie les Verts 44) et soutenue par plusieurs députés bretons et d'autres régions, de différentes origines politiques (PS, UMP, Nouveau Centre), afin de faciliter la réunification dans le cadre de la prochaine réforme territoriale.

A côté de cette mobilisation des élus, il faut évidemment rappeler l'engagement déterminé, depuis plus de quarante ans, de très nombreux citoyens et acteurs économiques, agricoles et associatifs bretons.

D'importantes associations économiques, culturelles, linguistiques, patrimoniales ou environnementales... se sont retrouvées dans les 5 départements bretons ou dans les grandes villes de France, pour travailler au service de la réunification... Les nombreuses manifestations qui se sont succédé ces dernières années dans plusieurs villes de Bretagne (Nantes, Saint-Nazaire, Rennes...), et qui ont rassemblé des milliers de personnes, en sont un des témoignages les plus forts.

A présent, parallèlement à cette « détermination bretonne », un travail important doit être réalisé dans les 3 autres régions du Nord-Ouest, pour amplifier la mobilisation des élus et de la société civile afin qu'ils prennent eux aussi « leur destin régional » en main.

Aujourd'hui, à une Bretagne réunie et solidaire, rien ne résiste !

Si dans quelques semaines, **François BAYROU** est élu Président de la République ou en position de peser de façon déterminante sur la future majorité parlementaire, nous sommes convaincus qu'inspiré à la fois par ses authentiques racines béarnaises et pyrénéennes, et par le profond sillon des élus bretons démocrates-chrétiens et humanistes de l'UDF/MODEM, il saura insuffler **une politique résolument girondine** et mettre en avant la cohérence d'une dynamique nationale, alliant **une ambitieuse décentralisation régionale** et une Union européenne renforcée.

Déjà sensibilisé au cours des campagnes présidentielles de 2002 et de 2007, sur la question des réunifications de la Bretagne et de la Normandie, **François BAYROU** a dès à présent confirmé les positions qu'il avait prises alors, positions ouvertes et favorables à ce qu'un grand débat démocratique ait lieu sur ces sujets.

Aujourd'hui, nous attendons donc du candidat, qu'il nous éclaire sur la méthode et l'échéancier qu'une fois élu Président de la République ou en position de décider, il adoptera au sein de sa majorité, pour engager la recomposition du Nord-Ouest, favoriser l'émergence des 4 «nouvelles» collectivités régionales redimensionnées et permettre, dans ce cadre, la concrétisation de la réunification Bretonne.

Il est venu le temps de ne plus avoir peur. N'hésitons plus.

En avant pour la réunification de la Bretagne !



Adhérez à Bretagne Réunie :

- | | |
|---------------------------|------|
| • Cotisation individuelle | 24 € |
| • Première adhésion | 12 € |
| • Faible revenu | 5 € |
| • Association | 35 € |

En nous communiquant :

- NOM, prénom
- Courriel ou adresse postale

Bretagne Réunie, Membre de la plateforme de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne

BP 49032, 44090 NANTES/NAONED CEDEX 1

Contact : +33 (0)6 82 67 19 46 – www.bretagne-reunie.org – Courriel : [\(10/04/2012\)](mailto:contact@bretagne-reunie.org)